

## Crise de l'Euro et mouvement syndical européen

par Vasco Pedrina

Après le sauvetage réussi des banques et un premier train de mesures de relance économique, les autorités de l'Union européenne (UE) et des ses pays membres ont commencé, dès le printemps 2010, à imposer des plans d'austérité antisociaux draconiens. Ces plans sont le résultat d'une politique de plus en plus coordonnée au niveau de l'UE, qui entre dans une nouvelle phase avec le « Pacte pour l'Euro plus » et le « Plan de sauvetage élargi ». Sous couvert de lutte contre les « déséquilibres macro-économiques », de nouveaux mécanismes vont être mis en place donnant aux autorités de l'UE les moyens d'accroître la pression pour un démantèlement social généralisé. Concrètement, il s'agit d'un « corset salarial » comprenant : la remise en cause de l'autonomie des partenaires sociaux (un des piliers du « modèle social européen »), une harmonisation vers le haut de l'âge de la retraite et l'introduction dans les législations nationales de « freins à la dette ». Cette politique n'a pas seulement des répercussions sociales dramatiques, elle est en train de conduire à une impasse économique très grave, qui menace l'Euro.

Lors de son Congrès d'Athènes en mai 2011, la Confédération européenne des syndicats (CES) a réaffirmé son opposition à la politique économique néolibérale en vigueur et a de nouveau exigé un changement de cap. Ce n'est qu'avec une combinaison de mesures, visant à la fois la croissance économique et une réduction par étapes des niveaux de dettes ainsi que des déséquilibres macroéconomiques, qu'il est envisageable de sortir la zone euro de sa crise. La CES plaide pour un « New Social and Green Deal » comprenant un plan d'investissement ambitieux, l'émission d'Euro-Bonds, la mise à disposition par la Banque Centrale Européenne (BCE) de liquidités à faible taux d'intérêt, et une politique industrielle bas carbone soutenue par une réforme fiscale incluant une taxe sur les transactions financières. En ce qui concerne la Grèce, il est désormais clair qu'elle ne sortira pas du cercle vicieux actuel sans un plan de relance vraiment conséquent financé par l'UE – dans le cadre d'une sorte de Plan Marshall pour les pays en détresse. La CES exige aussi une révision fondamentale du « Pacte pour l'Euro », tout particulièrement pour la partie qui concerne les mesures en matière de salaires et de retraites.

### Mobilisations contre l'asphyxie sociale

Pour ce programme économique alternatif, la CES a organisé l'année passée et cette année quatre journées d'action européennes. Les manifestations et les grèves se sont multipliées dans de nombreux pays européens, mais force est de constater que celles-ci

n'ont pas exercé une pression suffisante pour bloquer le rouleau compresseur néolibéral. Aux temps du « compromis social-démocrate » sous la présidence de J. Delors, après des protestations de cette ampleur, il aurait été normal de se mettre à négocier. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Autant les autorités de l'UE que ses Etats-membres ne se sont pas laissés impressionner par les actions de protestations. Certes, le mouvement syndical européen a entretemps réussi à obtenir que les formulations législatives les plus réactionnaires soient rayées du « Pacte Euro », mais son orientation antisociale reste inchangée, de même que celle des plans d'austérité nationaux. En même temps, des piliers du « modèle social européen » sont attaqués sans la moindre retenue. A cet égard, le refus des autorités politiques de l'UE de corriger la jurisprudence Laval, Viking, Ruffert et Luxembourg de 2007/08 de la Cour de justice européenne (CJ) est symptomatique. Avec ces arrêts, la CJ a remis en cause des principes fondamentaux de l'Europe sociale, tels que la priorité des droits sociaux fondamentaux par rapport aux libertés économiques du marché intérieur, le principe « A travail égal, salaire égal au même endroit », le droit de grève dans la lutte contre le dumping salarial ainsi que l'autonomie des partenaires sociaux.

### Un mouvement syndical européen à la croisée des chemins

L'« Europe sociale » est sous pression et il est clair qu'un changement de cap ne sera possible que sous la pression de mouvements de grèves et d'actions politiques coordonnées au niveau européen de dimension toute autre que ceux réalisés jusqu'ici. Or, suite à la crise, les syndicats se replient sur des luttes défensives dans le cadre national. Les énergies syndicales mises à disposition pour des mobilisations européennes ont manifestement été trop faibles : même 80 000 personnes à Bruxelles n'impressionnent plus !

Le temps est venu de réexaminer la stratégie si on ne veut pas assister impuissants à un irrémédiable déclin du mouvement syndical européen. Le débat en cours à ce sujet au sein de la gauche politique et du mouvement syndical voit émerger deux courants. L'un plaide pour une stratégie de « renationalisation de la politique ». Ce courant de la « stratégie du repli » soutient que, comme l'UE est sur la voie d'une déperdition ultralibérale, la seule réponse réaliste serait la formation de

réseaux de résistance pour la défense de l'Etat social dans le cadre national. Les porte-paroles de gauche de cette position rejoignent *de facto* le camp des conservateurs dans le mouvement syndical, qui, comme bon nombre de confédérations nordiques, croient que c'est par la « voie solitaire » qu'elles peuvent au mieux défendre leur « modèle social nordique », même si ce modèle est de plus en plus menacé par les nouveaux développements au sein de l'UE.

Le deuxième courant plaide pour une « stratégie offensive » d'euro-périsation des luttes sociales. La thèse qui y est défendue est que la seule alternative positive consiste dans un saut quantitatif et qualitatif de l'action politique et de la mobilisation commune en Europe. Le temps pour parvenir à réussir un tel saut est compté. En effet, le risque est grave que le Pacte Euro ainsi que les plans d'austérité qui se succèdent provoquent un tel accroissement des déséquilibres entre pays et au sein des pays que les tensions sociales et politiques deviennent insoutenables, suite à la montée des forces populistes. Les tensions déjà croissantes entre confédérations syndicales en Europe et entre confédérations au sein même des pays (comme en Italie) laissent deviner où une telle évolution pourrait conduire, à savoir à une paralysie catastrophique du mouvement ouvrier.

### **Leviers pour une européisation des luttes sociales en Europe**

Les grèves et les mobilisations de ces deux dernières années dans différents pays européens ont fait émerger de nouvelles revendications, de nouvelles formes d'action et de nouvelles alliances desquelles on peut tirer des leçons utiles pour une européisation des réseaux de résistance syndicale. En même temps, d'autres voies peuvent amener au saut qualitatif évoqué plus haut. Lors du Congrès de la CES, deux propositions de campagnes ayant le potentiel de mettre en route une véritable contre-offensive coordonnée ont été discutées.

L'une de ces propositions concerne la réponse à la politique économique néolibérale en vigueur. Elle s'appuie sur le programme économique alternatif CES précité, sur un renforcement de la coordination de la politique conventionnelle et sur une offensive pour une politique européenne des salaires minimaux et contre la précarisation des emplois. Décisif pour la réalisation de ces objectifs est le renforcement de la capacité de grève sur les lieux de travail pour des revendications *européennes*. Le Congrès CES a certes adopté une proposition des confédérations espagnoles CCOO et UGT appelant à examiner sérieusement la faisabilité de grèves coordonnées, voire d'une grève générale européenne, mais sans conviction. Manifestement, la volonté politique n'y est pas encore, mais l'état d'esprit pourrait changer si la pression des souffrances continuait à s'aggraver, ce qui est probable.

La deuxième proposition, ayant pour titre « L'égalité des salaires – L'égalité des droits », vise à relancer la lutte pour les droits des travailleurs, qui sont attaqués presque partout, ainsi que la lutte contre le dumping salarial. Pour soutenir cette campagne, l'Union syndicale suisse avait proposé le lancement d'une initiative citoyenne européenne (ICE) sous le mot d'ordre « Pour une Europe sans dumping salarial – Priorité aux droits sociaux fondamentaux face aux libertés économiques ». Conformément aux nouveaux traités de Lisbonne, un million de citoyens peuvent obliger les autorités de l'UE à légiférer. Une telle ICE aurait comme objectif de donner mandat à l'UE pour prendre les mesures législatives nécessaires afin que la priorité des droits sociaux fondamentaux face aux libertés économiques devienne d'application générale dans l'Union.

Le lancement d'une telle ICE rendrait possible une large sensibilisation (et mobilisation) sur les lieux de travail et au sein de la base syndicale dans toute l'Europe, ce qui n'a pas été possible jusqu'ici. D'autres mouvements sociaux et forces politiques partageant nos soucis quant à l'avenir de l'Europe sociale pourraient y être associés. Le Congrès CES a accepté la proposition relative à cette deuxième proposition, qui devra être concrétisée d'ici la fin de cette année par un groupe de travail. Mais il n'a pas donné clairement son feu vert au levier décisif pour une telle campagne, à savoir l'ICE. Les réserves proviennent de pays comme la France, l'Angleterre ou l'Italie, dont les confédérations disent qu'il n'est pas dans leur tradition de récolter des signatures pour un tel instrument. Elles sous-estiment le potentiel d'une initiative citoyenne en tant qu'instrument de sensibilisation décentralisée et de pression politique sur un objectif commun dans toute l'Europe.

Le Congrès CES aurait pu donner un signal politique fort pour une contre-offensive politico-syndicale européenne d'ampleur. Le manque d'énergie pour suivre cette voie s'explique probablement par les coups subis et l'affaiblissement des syndicats dans nombre de pays. On peut toutefois penser qu'une réponse à la hauteur des défis actuels deviendra possible lorsque la pression des souffrances croîtra encore et que la prise de conscience s'imposera qu'un tournant social et politique ne pourra être réalisé sans une coordination renforcée de la politique syndicale au-delà des frontières nationales. Ceci nécessitera une alliance avec tous les mouvements sociaux et forces politiques intéressés. C'est l'avenir de l'Europe sociale et du processus d'intégration européen qui est en jeu !

***Vasco Pedrina est secrétaire national du syndicat inter-professionnel suisse Unia; vice-président de la Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB); représentant de l'Union syndicale suisse (USS) au Comité exécutif de la CES***